Ayant examiné la partie pertinente du rapport que le Secrétaire général a présenté conformément à la résolution 2241 B (XXI) de l'Assemblée générale²⁵,

Constatant l'insuffisance des progrès réalisés dans la mise en œuvre de ladite résolution,

Considérant que l'usage de plusieurs langues par l'Organisation des Nations Unies ne saurait constituer une gêne pour l'Organisation, mais représente un enrichissement et un moyen d'atteindre les objectifs fixés par la Charte des Nations Unies,

1. *Réaffirme* l'intérêt que l'Assemblée générale porte à la question de l'usage des langues de travail et aux problèmes corrélatifs du personnel à tous les niveaux du Secrétariat;

2. *Invite* le Secrétaire général à continuer à prendre des mesures et à les renforcer pour que des progrès effectifs soient enregistrés dans la mise en œuvre de la résolution 2241 B (XXI) de l'Assemblée générale en vue d'une meilleure utilisation des capacités linguistiques du personnel et d'un meilleur équilibre entre les langues de travail dans le recrutement du personnel du Secrétariat à tous les niveaux et, en particulier, au niveau supérieur, sans préjudice du principe de la répartition géographique équitable;

3. *Invite* le Secrétaire général à prendre notamment, à cette fin, les mesures nécessaires pour assurer :

a) L'équilibre linguistique au sein du personnel du Secrétariat, et en particulier la présence de personnel utilisant les différentes langues de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les services chargés du recrutement du personnel du Secrétariat, à tous les niveaux;

b) La mise en place rapide d'un programme d'enseignement linguistique accéléré et l'institution d'une prime linguistique en faveur du personnel de la catégorie des administrateurs soumis à la répartition géographique utilisant deux langues de travail, étant entendu que l'institution d'un système de primes linguistiques ne sera pas mise en vigueur avant 1969, de telle sorte que l'Assemblée générale, à sa vingt-troisième session, puisse examiner un rapport complet que lui soumettra le Secrétaire général sur les mesures pratiques d'application de ce système, aussi bien que telles autres mesures d'incitation qu'il considère réalisables pour encourager une large connaissance linguistique;

4. *Prie* le Secrétaire général d'indiquer dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-troisième session, les mesures qui auront été prises pour donner effet aux dispositions contenues dans la présente résolution.

1642^e séance plénière,
19 décembre 1967.

2360 (XXII). Application des recommandations formulées par le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées

A

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2049 (XX) du 13 décembre 1965 et 2150 (XXI) du 4 novembre 1966, relatives aux travaux du Comité *ad hoc* d'experts chargé

²⁵ *Ibid.*

d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées,

Rappelant en particulier les dispositions de la résolution 2150 (XXI) approuvant les recommandations contenues dans le deuxième rapport du Comité *ad hoc*, en date du 19 juillet 1966²⁶, et demandant l'application la plus rapide possible de ces recommandations,

Notant en outre la résolution 1264 (XLIII) du Conseil économique et social, en date du 3 août 1967, les résolutions 1277 A (XLIII) et 1280 (XLIII) du Conseil, en date du 4 août 1967, ainsi que les paragraphes pertinents de la section III de la résolution 1275 (XLIII) du Conseil, en date du 4 août 1967,

Ayant examiné le rapport que le Secrétaire général a présenté conformément à la résolution 2150 (XXI) de l'Assemblée générale²⁷ et les observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²⁸ a formulées au sujet de ce rapport,

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général sur le groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées²⁹,

1. *Note* que certaines des recommandations du Comité *ad hoc* ont été appliquées par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, ainsi que par l'Agence internationale de l'énergie atomique, et que de nombreuses autres recommandations sont à l'étude ou à l'examen en vue de leur application;

2. *Prend acte* de ce que le Corps commun d'inspection doit commencer d'exercer ses fonctions au plus tard le 1^{er} janvier 1968 et de ce que les assurances données au sujet de l'indépendance, des pouvoirs et des fonctions du Corps d'inspection seront pleinement respectées;

3. *Réaffirme* le souci persistant de l'Assemblée générale de voir l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique enregistrer des progrès rapides pour ce qui est de l'achèvement des études qui doivent être faites et de la suite donnée aux recommandations contenues dans le deuxième rapport du Comité *ad hoc*;

4. *Invite* le Secrétaire général, en tant que plus haut fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies et en sa qualité de président du Comité administratif de coordination, à présenter à tous les Membres et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à une date aussi rapprochée que possible et, en tout état de cause, non postérieure au 30 avril 1968, un rapport qui donne des renseignements plus complets sur l'application, par l'Organisation des Nations Unies, par les diverses institutions spécialisées et par l'Agence internationale de l'énergie atomique, de chacune des recommandations spécifiques contenues dans le rapport du Comité *ad hoc*, en indiquant non seulement leurs positions et les mesures qu'elles auront adoptées jusqu'alors, mais aussi les nouvelles mesures qu'elles envisagent de prendre et le moment prévu pour leur exécution;

5. *Prie* le Conseil économique et social d'accorder de nouveau, à ses prochaines sessions, la plus grande attention à l'application des recommandations du Comité *ad hoc* qui sont de son ressort et de rendre compte à

²⁶ *Ibid.*, vingt et unième session, *Annexes*, point 80 de l'ordre du jour, document A/6343.

²⁷ *Ibid.*, vingt-deuxième session, *Annexes*, point 80 de l'ordre du jour, document A/6803.

²⁸ *Ibid.*, document A/6853.

²⁹ *Ibid.*, document A/C.5/L.902.

ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa vingt-troisième session;

6. *Décide* que l'Assemblée générale à sa vingt-troisième session, après avoir reçu un rapport mis à jour du Secrétaire général et les observations y relatives du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, examinera de nouveau le stade de l'application, par l'Organisation des Nations Unies et les organisations qui lui sont reliées, des recommandations du Comité *ad hoc*.

1642^e séance plénière,
19 décembre 1967.

B

L'Assemblée générale

Fait siennes les conclusions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui sont consignées dans la troisième partie de son dixième rapport à l'Assemblée générale (vingt-deuxième session)⁸⁰.

1642^e séance plénière,
19 décembre 1967.

*
* *

Le Président de l'Assemblée générale, compte tenu de la recommandation du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées⁸¹ telle qu'elle a été approuvée par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 2150 (XXI) du 4 novembre 1966, a désigné l'ARGENTINE pour remplacer le MEXIQUE sur la liste des Etats chargés de présenter des candidatures au Corps commun d'inspection⁸².

En conséquence, cette liste comprend les Etats Membres suivants: ARGENTINE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, INDE, RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES et YOUGOSLAVIE⁸³.

⁸⁰ *Ibid.*, document A/6887/Rev.1, par. 16 à 20.

⁸¹ *Ibid.*, vingt et unième session, Annexes, point 80 de l'ordre du jour, document A/6343, par. 67, B.

⁸² Voir A/6984. Voir également Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Séances plénières, 1619^e séance, par. 3 à 6.

⁸³ La composition du Corps commun d'inspection, telle qu'elle a été communiquée aux membres de l'Assemblée générale par la note du Secrétaire général en date du 4 janvier 1968 (A/7034), est la suivante: M. Maurice Bertrand (France), M. Lucio García del Solar (Argentine), M. Sreten Ilić (Yougoslavie), M. Robert Macy (Etats-Unis d'Amérique), M. R. S. Mani (Inde), M. Joseph Adolf Sawe (République-

2361 (XXII). Plan des conférences

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2116 (XX) du 21 décembre 1965 et 2239 (XXI) du 20 décembre 1966 concernant le plan des conférences,

1. *Prend acte* du rapport du Comité des conférences⁸⁴;

2. *Approuve* le calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies pour 1968 figurant dans les première et deuxième parties de l'annexe II du rapport du Comité des conférences;

3. *Réaffirme* la décision formulée au paragraphe 4 de sa résolution 2116 (XX), à savoir qu'aucune réunion — autre qu'une réunion d'urgence, c'est-à-dire une réunion qui ne peut être différée sans un grave préjudice pour l'Organisation des Nations Unies — non prévue dans le programme de base d'une année donnée n'aura lieu cette année-là;

4. *Fait sienne* la résolution 1264 (XLIII) que le Conseil économique et social a adoptée à sa 1505^e séance, le 3 août 1967, et, se référant tout particulièrement au paragraphe 3 de cette résolution, prie tous les autres organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies de prendre les mesures nécessaires pour réexaminer leurs méthodes de travail et leur calendrier des conférences et réunions en vue de réduire la durée totale des réunions;

5. *Prie* le Comité des conférences de se réunir le plus tôt possible en 1968 pour commencer à examiner le programme des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies pour 1969 et examiner le programme pour 1970;

6. *Prie* le Comité des conférences de revoir la résolution 2116 (XX) de l'Assemblée générale et de présenter à l'Assemblée, lors de sa vingt-troisième session, des recommandations relatives au plan des conférences pour les années 1969, 1970 et 1971 et à la définition de l'expression "grande conférence spéciale".

1642^e séance plénière,
19 décembre 1967.

Unie de Tanzanie), sir Leonard Scopes (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et M. Aleksei Fedorovitch Sokirkine (Union des Républiques socialistes soviétiques).

⁸⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 75 de l'ordre du jour, document A/6991/Rev.2.